

# Introduction

## Normes sociales et socialisation alimentaires

Ce numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales* est traversé par la question des normes au sein de la famille : normes alimentaires dans un vaste dossier transversal « Normes sociales et socialisation alimentaires », coordonné par Anne Unterreiner, et normes de parentalité à travers deux articles hors dossier. Afin de lutter contre certaines maladies telles que l'obésité, le diabète ou encore les troubles cardio-vasculaires, les pouvoirs publics ont mis en place ces vingt dernières années des politiques de prévention sanitaire visant à la transmission de normes nutritionnelles aux populations, et ce dès le plus jeune âge. Une alimentation plus saine, considérée comme « plus bénéfique », est supposée maintenir les individus en meilleure santé tout au long de leur vie. Or ces normes peuvent être considérées différemment d'une famille à l'autre, selon l'ensemble plus large des normes sociales dans lesquelles elles sont prises.

La question des pratiques nutritionnelles valorisées par les institutions publiques (ministère de la Santé, ministère de l'Éducation nationale par exemple) est analysée dans ce numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales*, à travers un dossier thématique « Normes sociales et socialisation alimentaires », sous l'angle du rapport des familles à ces normes. Par ailleurs, les normes étudiées ici sont celles mises en avant par les professionnels (les assistantes maternelles ou les professeurs par exemple) et les membres de la famille, normes qui sont influencées par la position sociale des uns et des autres (origine sociale, genre, position dans la famille, etc.). L'objet du dossier thématique est donc de répondre aux questions suivantes : comment les normes et les pratiques alimentaires se construisent-elles au sein de la famille ? Quel est le rôle de la socialisation intra- et extrafamiliale dans ce processus ? Quels en sont les déterminants ?

À travers les articles du dossier, les normes et les pratiques alimentaires apparaissent socialement situées et transmises au sein et en dehors de différents groupes sociaux. La famille, les femmes au premier chef, est au cœur de cette transmission de normes alimentaires intra- et intergroupes. Les normes institutionnelles, sociales et de genre se confrontent ainsi entre conjoints, parents et enfants, et certaines d'entre elles deviennent les normes alimentaires familiales. Ces dernières sont renforcées ou font l'objet d'adaptations selon la manière dont elles sont perçues par d'autres acteurs sociaux : l'institution scolaire, les professionnels de la petite enfance ou encore d'autres familles.

La première partie du dossier comporte quatre articles issus d'enquêtes empiriques récentes (entre 2010 et 2018) effectuées dans différentes régions de France (Île-de-France, Grand Est et Occitanie notamment). Elle est organisée suivant une chronologie familiale allant de la mise en couple au rôle des adolescents dans les normes et les pratiques alimentaires familiales, en passant par l'identification des « styles alimentaires » parentaux et l'importance de tiers, les assistantes maternelles en l'occurrence, dans la socialisation enfantine. Cette partie débute avec l'article d'Angèle Fouquet qui montre comment la conjugalité cohabitante des jeunes adultes issus des catégories moyennes et supérieures favorise une modification des pratiques et des normes alimentaires

qu'ils suivent, en particulier au regard d'enjeux nutritionnels. Les normes, portées par les pouvoirs publics, mais aussi parentales, sont réactivées au commencement de la cohabitation, en tant que repères potentiels dans la construction d'une alimentation conjugale, les évolutions de normes et de pratiques alimentaires étant différenciées selon les appartenances sociales (le genre et l'origine sociale notamment).

Aux questions des normes et pratiques conjugales succèdent celles des rôles parentaux en matière de socialisation et d'éducation alimentaire familiale. À partir d'une enquête auprès de familles des classes moyennes et supérieures dont le père est investi dans le travail alimentaire, Philippe Cardon fait émerger différents « styles parentaux d'alimentation » et montre que la diffusion des normes nutritionnelles institutionnelles dépend fortement du rapport à l'alimentation domestique des pères et des mères. Mais les parents ne sont pas les seuls à effectuer un travail alimentaire et à participer à la socialisation alimentaire infantile. Ainsi, l'ouvrage *Food, Families and Work* de Julia Brannen et Rebecca O'Connell (2016), recensé dans ce numéro, dévoile l'importance des socialisations intrafamiliale mais aussi extérieure. Il y intègre les différents modes d'accueil du jeune enfant et l'école, et souligne le rôle essentiel des enfants dans leur alimentation familiale et celle des autres.

Le troisième article, rédigé par Anne Dupuy, Laurence Tibère et Stéphanie Goirand, porte justement sur les normes et les pratiques alimentaires au sein du premier mode d'accueil formel en France des enfants en âge préscolaire : les assistantes maternelles. Pour les auteures, les contraintes organisationnelles des assistantes maternelles cadrent leurs pratiques de nourrissage des enfants. Leur position sociale, leur socialisation familiale et leurs trajectoires professionnelles influencent également leurs pratiques alimentaires à destination des enfants. L'entrecroisement de ces normes avec celles des parents permet de repérer les dynamiques de « délégation alimentaire » à l'œuvre.

Enfin, l'enquête conduite par Aurélie Maurice dans deux collèges socialement différenciés montre que les collégiens sont au carrefour de normes parfois contradictoires provenant de l'école, de la famille et du groupe de pairs. Elle révèle également que le rôle de « messenger » de normes nutritionnelles, espéré par les pouvoirs publics, n'est endossé que par un petit nombre d'adolescents. Certaines conditions, telles qu'un climat familial propice à la discussion ou encore un rapport de proximité avec l'institution scolaire, doivent en effet être rassemblées. Le genre et l'origine sociale des enquêtés apparaissent aussi comme des caractéristiques déterminantes dans l'endossement du rôle de messenger.

Les deux articles présentés dans la deuxième partie sont axés sur la question des normes et de la socialisation alimentaire familiale. Marie-Clémence Le Pape et Marie Plessz analysent la mise en pratique et la transmission aux enfants du rythme alimentaire à partir d'une enquête sur l'organisation du petit déjeuner dans des familles avec enfants des milieux populaires non précaires. Elles soulignent que si ce travail peut mobiliser l'ensemble des membres du ménage, et même le réseau familial élargi, les femmes y conservent toutefois un rôle majeur. Christine Tichit et ses collègues proposent quant à eux une synthèse des résultats de la cohorte Étude longitudinale française depuis l'enfance (Elfe). Pour les auteurs, les contraintes médicales instaurent un impératif nutritionnel et une responsabilisation exclusivement maternelle, de la grossesse jusqu'à l'issue de la première année de l'enfant. L'alimentation périnatale réalisée par les mères reste pourtant relativement éloignée des normes médicales actuellement relayées par les pouvoirs publics. Les conduites alimentaires des mères se structurent selon l'âge, l'expérience, le diplôme, l'appartenance sociale et culturelle de la mère, qui agissent dans le même sens sur toutes les pratiques périnatales étudiées.

La lecture conjointe de l'ensemble des contributions rassemblées dans le dossier mène aux conclusions suivantes. Les pratiques de commensalité et les régimes alimentaires des individus sont fortement influencés par les groupes sociaux auxquels ils appartiennent et les normes qu'ils véhiculent. Ces normes et pratiques diffèrent donc d'un contexte social, familial et individuel à l'autre et évoluent au cours du temps, selon les changements de normes nutritionnelles institutionnelles et du parcours de vie.

Par ailleurs, ce numéro propose deux articles hors dossier sur les normes de parentalité. Emmanuelle Santelli et Justine Vincent analysent la construction des normes parentales par les jeunes couples. Elles y abordent les modalités et les ajustements de cette transition du couple à la « famille » et les articulations qui apparaissent alors entre réalisations individuelle, professionnelle et conjugale. Les injonctions et les normes qui pèsent sur ce moment, souvent considéré comme une étape dans le parcours conjugal, s’y révèlent multiples, et parfois contradictoires. Vanessa Stettinger aborde à travers le parcours de Nora, dont les enfants ont fait l’objet de mesures de placement, l’expérience de la construction normative de la « bonne mère ». La trajectoire de Nora et sa mise en récit dessinent une construction complexe et ambivalente de la disqualification, de l’appropriation puis de la revendication de ce qui fait une « bonne mère » au croisement de normes sociales multiples parmi lesquelles celles portées par les services sociaux s’avèrent structurantes.

Sous le prisme des normes, alimentaires, dans le cadre du dossier, et parentale, ce numéro éclaire différents questionnements forts de la branche Famille de la Sécurité sociale en matière de politiques sociales et familiales : la parentalité, la jeunesse et la petite enfance. Il permet d’interroger la manière dont sont accueillis les publics des caisses d’allocations familiales ou des structures qu’elles financent et dont les normes et les pratiques des familles et des professionnels s’articulent.



Caisse nationale des Allocations familiales  
Direction des statistiques, des études et de la recherche  
Département de la recherche, des études et de la valorisation scientifique